

## DANS LE CANTAL

**SYNDICATS** Les unions départementales CGT et FO ont présenté des vœux communs au monde du travail.

## Un appel aux politiques à "se remettre en marche"



Pendant des mois, la mobilisation syndicale a été forte contre la loi Travail, qui a été adoptée après le recours au 49.3 par le gouvernement.

**C'**est la première fois qu'ils le font et, à écouter Jean-Vincent Boudou (FO) et Éric Debuire (CGT), ça ne sera pas la dernière car "la situation l'exige". Les deux représentants syndicaux ont présenté leurs "vœux" au monde du travail et ce qu'ils souhaitent aux salariés, "c'est de se réapproprier la lutte des classes".

### Loi Travail : des exemples dans le Cantal

Fer de lance de la mobilisation l'année dernière, la loi travail, "imposée à coups de 49-3", n'est toujours pas digérée par le monde syndical. Cette "régression sociale" permet à l'accord d'entreprise de primer sur le contrat de travail, ce qui conduirait, selon FO et la CGT, "à une remise en cause des heures supplémentaires et des 35 heures, à l'allongement du temps de travail et à la baisse des salaires". Et de citer l'exemple des Cités cantaliennes de l'automne, qui ont perdu "onze jours de RTT suite à la signature d'un accord avec le syndicat majoritaire, la CFDT". "En clair, on travaille

onze jours de plus pour le même salaire", décrypte Éric Debuire. Deuxième exemple, celui de l'Adhapp services Cantal, où un accord d'entreprise autorise, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le passage à 40 heures par semaine, semaine qui commence le dimanche à 0 h et se termine le samedi à 24 heures, donc les dimanches et fêtes n'existent plus ! Sans oublier un délai de prévenance de 0 jour en cas de modification des horaires ; une majoration des éventuelles heures sup à 10 % et la possibilité d'avoir cinq coupures dans la journée, ce qui signifie aller et partir du travail cinq fois par jour !, fulminent Jean-Vincent Boudou et Éric Debuire, qui dénoncent "l'esclavage et le chantage à l'emploi".

### "On se meurt"

"La loi travail, le député Alain Calmette nous l'a vendue comme une "bonne loi", qui aurait permis de créer 2 500 emplois dans le Cantal. Des emplois précaires peut-être, mais sûrement pas des CDI", dénoncent les syndicalistes. "Pour nous, 2 500, ça correspond plutôt au

### PRUD'HOMMES

■ Suite à la rentrée du tribunal des prud'hommes à Aurillac (lire aussi en page 8), Jean-Vincent Boudou a déclaré avoir été "très choqué" de l'absence du Procureur de la République à cet événement. "C'est une forme de mépris pour l'ensemble des conseillers prud'hommes et de l'institution".

nombre de familles qui ont disparu du département... Et sans projet innovant pour le département, on n'attirera jamais de familles..."

Et la fuite n'est-elle pas finie : 40 postes en moins au centre hospitalier d'Aurillac, moins six dans les trésoreries, moins 25 chez Mr Bricolage à Aurillac, la fermeture des boutiques EDF ou de La Poste, la fermeture du service réanimation au centre médico-social (CMC), la situation des commerciaux chez Flauraud, sans oublier le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) chez Pyram, à Vic-sur-Cère : "Appelons-le directement plan de licenciement, affirme Jean-Vincent Boudou. Cette entreprise a bénéficié du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, NDLR) et licencie 20 salariés. Par contre, elle a recours aux heures supplémentaires et aux intérimaires ! Nous serons très attentifs à ce qu'il va se passer, en attendant la suite..."

La suite justement, qui s'annonce "très difficile dans les années à venir pour les travailleurs", préviennent FO et CGT. "On se meurt dans le Cantal. Est-ce que les politiques vont aller du côté de la finance ou vont-ils revenir vers les gens qui votent et qui travaillent sur le territoire ? On a l'impression de revenir un siècle en arrière où soit tu acceptes, soit tu luttas". Et les syndicats ont clairement choisi leur camp...

M. VARNIEU

### PRÉSIDENTIELLE

## "Les salariés n'ont rien à attendre"

**E**n cette année électorale, le temps est à la surenchère, entre ceux qui veulent abroger cette loi Travail, et ceux qui veulent aller plus loin. Partout où on pourra, on continuera le combat", ont prévenu FO et CGT, qui ont d'ailleurs attaqué ce texte devant l'OIT (Observatoire international du travail). Un combat qu'ils mèneront aussi pour les services publics et des retraites, "car il n'y a jamais eu autant de seniors au chômage ou qui reprennent un emploi. Les pensions n'ont pas été revalorisées depuis 2010 et c'est

insupportable de se dire qu'avec des carrières complètes, on vit en-dessous du seuil de pauvreté".

### Pas de consigne de vote

Si les deux syndicats ne donneront "aucune consigne de vote", ils pointent tout de même du doigt l'idée du revenu minimum universel, "qui signifierait la fin du Smic par exemple, ou des aides Caf..." "La classe ouvrière n'a rien à attendre de cette élection : personne ne parle de redonner de la valeur au travail, de faire en sorte que les gens vivent de leur travail", conclut Éric Debuire.